



rencontres avec
PARSHIP.fr



AFFINITÉ · CONSEIL · COACHING

JE SUIS JE CHERCHE

GO !

La reconstruction de Gaza tributaire de la politique

LE MONDE | 02.03.09 | 09h55 • Mis à jour le 02.03.09 | 10h55

Bruxelles (Bureau européen), correspondant

A mertume et résignation : les deux termes résument l'état d'esprit de la délégation européenne appelée à participer, lundi 2 mars, à la conférence de soutien à l'économie palestinienne et à la reconstruction de la bande de Gaza, à Charm el-Cheikh, en Egypte. Après l'offensive militaire israélienne de trois semaines, cette réunion des donateurs présidée par l'Egypte et la Norvège réunira, outre l'Union européenne (UE), l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux qui viennent en aide aux Palestiniens.

Hillary Clinton, secrétaire d'Etat américaine, sera présente, comme Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, et Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies. Les protagonistes du récent conflit n'y seront, en revanche, pas représentés.

Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des relations extérieures, annoncera, lors de la réunion, le déblocage par Bruxelles d'une aide directe de 436 millions d'euros. Cette enveloppe sera consacrée à l'aide humanitaire et au "*redressement rapide*" de la bande de Gaza. Elle visera aussi à soutenir l'Autorité palestinienne dans la mise en œuvre d'un plan de développement, ainsi qu'à soutenir les programmes des Nations unies destinés aux réfugiés palestiniens.

Outre une aide directe qui s'est élevée à quelque 566 millions d'euros en 2008, Bruxelles fournit une aide humanitaire (230 millions depuis 2006) et a financé la construction et la reconstruction d'infrastructures qui furent déjà détruites par Israël en 2001 et 2002.

Les Palestiniens espèrent récolter au total 2,8 milliards d'euros à Charm el-Cheikh. L'Arabie saoudite a promis de leur apporter 780 millions, les Etats-Unis 700. L'UE reste toutefois le premier donateur d'aide au peuple palestinien (avec une part française annuelle de 68 millions d'euros).

En 2007, une autre conférence des donateurs, à Paris, avait permis de mobiliser 7,7 milliards d'euros. Trois milliards ont été déboursés, dont 1,8 en aide budgétaire directe. L'espoir des Européens est que, contrairement à 2007, les pays de la région s'engagent cette fois de manière effective dans le programme de soutien.

Si les Vingt-Sept abordent sans enthousiasme cette réunion, c'est qu'ils ont un sentiment de déjà-vu, et l'impression d'être ceux vers lesquels on se tourne trop régulièrement pour financer la

reconstruction mais que l'on néglige lorsqu'il s'agit de négocier politiquement une issue au conflit israélo-palestinien.

La désillusion européenne découle de la situation actuelle : une offensive israélienne qui a fait des dégâts estimés à 1,95 milliard d'euros; une radicalisation politique en Israël; une mésentente persistante entre les factions palestiniennes, même si Hamas et Fatah ont repris, au Caire, un dialogue jugé *"positif"*.

Des diplomates bruxellois soulignent qu'en fait la reconstruction de Gaza sera impossible faute d'un véritable accord entre les deux courants, Israël refusant de desserrer son étreinte tant que le Hamas sera seul au pouvoir. *"L'argent ne manque pas, c'est la mise en œuvre du financement qui pose problème"*, souligne une source française. Paris prône une ouverture des points de passage vers la bande de Gaza et des contrôles opérés par l'Autorité palestinienne, ce qui implique son retour dans cette zone.

"CONSENSUS NATIONAL"

La Commission européenne réclame, quant à elle, une réouverture *"immédiate et inconditionnelle"* de tous les points de passage. Bruxelles entend mettre à la disposition de tous les bailleurs de fonds son système Pégase, un mécanisme financier d'aide aux Palestiniens censé assurer efficacité et transparence. A Gaza, il permet déjà l'approvisionnement en carburant, le versement d'allocations à 24000 familles pauvres et le paiement des salaires et des retraites à 28000 fonctionnaires et retraités.

Javier Solana, en visite dans la région, a plaidé pour un gouvernement palestinien de *"consensus national"* qui pourrait exercer une tutelle sur Gaza. Le haut représentant de l'UE a toutefois dû assortir cette demande d'un rappel : les Vingt-Sept exigent toujours du Hamas, en vain, qu'il reconnaisse Israël et qu'il renonce à la violence.

Nicolas Sarkozy, coprésident, avec le dirigeant égyptien Hosni Moubarak, de la cérémonie d'ouverture à Charm el-Cheikh, redoute, pour sa part, un pourrissement de la situation. Il plaidera pour la relance rapide du processus de paix. Au passage, M. Sarkozy saluera les efforts égyptiens en faveur de la trêve afin d'appuyer la réconciliation inter-arabe, indispensable, selon lui, au règlement de la question palestinienne.

Les Européens espèrent qu'une prochaine réunion du Quartet (Etats-Unis, UE, Russie et ONU) et une autre de la Ligue arabe, à la fin du mois, marqueront le début d'un nouveau processus. *"Nous ferons une fois encore preuve de solidarité et de compassion. Toutefois, il faudra bien évoquer un jour la responsabilité de ceux qui détruisent les infrastructures que nous finançons"*, soupire Louis Michel, commissaire européen à l'aide humanitaire.

Jean-Pierre Stroobants (avec Arnaud Leparmentier)

Le Monde.fr

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions

- » Archives
- » Forums
- » Blogs

- » Examens
- » Culture
- » Economie

- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier

- » Emploi
- » Voyages
- » Programme Télé

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales